Kuehn Thomas,
Empire, Islam, and Politics of Difference. Ottoman Rule in Yemen, 1849–1919.

Leyde, Brill (The Ottoman Empire and its Heritage, 48), 2011, 292 p.
ISBN : 978-9004211315

Issu d'une thèse soutenue en 2005 sous la direction de Bernard Haykel à l'Université de New York (« Shaping Ottoman Rule in Yemen, 1872-1919 »), le livre de Thomas Kuehn, publié en 2011, était jusque-là attendu avec impatience par les ottomanistes et historiens du Yémen moderne et contemporain. Il propose en effet une plongée inédite dans les archives ottomanes portant sur le Yémen, accessibles à Istanbul et aux archives nationales de Sanaa où une copie a été déposée et mise à la disposition – relativement confidentielle – du public en 2008[1]. Il s'agit là d'un travail désormais incontournable, et l'on salue le choix assumé d'une approche comparative pour définir à nouveaux frais la façon dont la gouvernance ottomane a été réfléchie et appliquée lors de la seconde occupation du Yémen.

Replaçant ses interrogations dans les débats historiographiques qui portent depuis les années 1990 sur les empires et les liens entre gouvernants et gouvernés en situation coloniale (P. Chatterjee, F. Cooper, K. Barkey, J. Burbank, etc.), Thomas Kuehn rappelle que la question de l'Empire ottoman – le plus ancien de tous les empires au tournant du XXe siècle – fait l'objet, comme les Empires européens, d'importants débats internes. Confrontés à la concurrence impériale et à la généralisation des nationalismes, les Ottomans n'auraient certainement pas pu y échapper. Que ce soit à propos du sens à donner à l'occupation d'un territoire, des relations à nouer avec les populations locales, ou de la nature du pouvoir à exercer, les Ottomans, déjà interpelés par la question de la gestion des tribus des populations nomades dans les provinces syrienne et irakienne, trouvent, dans un Yémen éloigné, peu touché par la modernité et en partie opposé à l'ordre impérial, matière à connaître, débattre et expérimenter. La thèse proposée par Th. Kuehn est que le savoir produit par les Ottomans sur le Yémen inspire la mise en place progressive – et constamment défiée – d'une forme de régime spécifique dans l'Empire ottoman fondé sur l'intégration centralisée de tous les sujets, et qu'il désigne comme une « politique de la différence ». Cette politique rapproche l'Empire ottoman des Empires européens par les modes de gouvernance qu'ils appliquent dans leurs propres colonies. Néanmoins, cette gouvernance mêle aussi d'autres approches, plus intégrationnistes, et c'est cette nature hybride qui invite l'auteur à parler d'« ottomanisme colonial » (p. 13).

L'ouvrage s'organise en cinq parties qui s'articulent autour de la mise en place et du renforcement progressif de la « politique de la différence », depuis l'installation des premières garnisons ottomanes à Hudayda sur la mer Rouge en 1849, jusqu'au retrait des troupes à la suite du démantèlement de l'Empire ottoman soixante-dix années plus tard, en 1919.

Les deux premières parties sont consacrées aux années de reconquête de la province ottomane du Yémen, qui avait été occupée une première fois entre 1538 et 1635. À leur « retour » en 1849 – épisode tout juste mentionné par l'auteur –, les Ottomans instaurent d'abord un régime d'adaptation aux pouvoirs locaux avant de s'aligner à la politique des Tanzimât, les « réorganisations » administratives destinées à moderniser l'Empire, et basées sur le principe de la centralisation. Ce nouveau régime prend place à partir de l'expédition militaire de 1871, qui permet aux Ottomans de prendre possession de Sanaa et d'une partie des hauts plateaux yéménites. Th. Kuehn, qui plaide pour une histoire contextualisée des *Tanzimat*, fait valoir que l'idée de mission civilisatrice qui leur est habituellement associée dès leur lancement en 1839 s'est inscrite dans des temporalités et des réalités différentes dans l'Empire. Il montre que, face à des Yéménites très vite identifiés et édifiés comme des « arriérés » (jugement qui fonde la « différence »), la réponse donnée n'est pas celle d'une « mission civilisatrice ». La centralisation administrative, organisée au mépris des pouvoirs locaux dès 1873, s'accompagne alors tout juste de quelques réalisations architecturales dans les principaux centres urbains, Hudayda et Sanaa, qui ne font que creuser, dans l'espace visible, la « différence » civilisationnelle.

La troisième partie couvre, sur les années 1874–1891, une période de doute pour les administrateurs ottomans. Confrontés à l'opposition grandissante des populations locales, ils jugent la politique de régime direct comme responsable de cet état de fait. Elle est aussi considérée comme dangereuse à un moment où les ambitions européennes dans la mer Rouge se font plus menaçantes. Au Yémen plus que partout ailleurs dans l'Empire ottoman, le choix de gouverner selon les « différences » des habitants – c'est-à-dire, plus précisément dans les textes ottomans, leurs « coutumes et dispositions » –, est débattu, puis expérimenté dans ses limites les plus extrêmes. Th. Kuehn souligne le régime de relative exception

(1) Cf. Juliette Honvault, « La fin des années 2000 : le tournant ottoman de l'historiographie yéménite », dans Laurent Bonnefoy, Franck Mermier et Marine Poirier (dir.), *Yémen. Le tournant révolutionnaire*, Paris, Sanaa, CEFAS-Karthala, p. 275-278.

BCAI 29 (2014) Kuehn Thomas: Empire, Islam, and Politics of Difference. Ottoman Rule in Yemen, 1849–1919., recensé par Juliette Honvault
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

qui est alors appliqué au Yémen. Les administrés obtiennent l'abandon de tout projet de recensement, de cadastre, de conscription et de système juridique standardisé – autant d'outils qui, presque partout ailleurs dans l'Empire, assurent la cohésion sociale et la loyauté de tous les sujets au sultan. Dans cette jeune province, le régime ottoman s'apparente ainsi aux gouvernances européennes dans les Empires d'Afrique où c'est la cooptation des élites locales, associée à une forte présence militaire, qui assure le maintien de la loyauté impériale.

La quatrième partie de l'ouvrage, consacrée aux années 1890-1908, part de l'incompréhension, chez les administrateurs ottomans, que provoque la grande révolte menée par l'imam zaydite al-Manṣūr, et poursuivie ensuite par son fils Yaḥyā. Un effort inédit d'analyse de l'échec de la « politique de différence » par les administrateurs ottomans aboutit à ce que Kuehn n'ose pas désigner formellement : une grande confusion sur la politique à mener. Il relève une adaptation accrue aux habitudes locales (respect des codes vestimentaires locaux, de l'interdiction de l'alcool), mais ailleurs, il évoque des tentatives pour réduire le degré de régime indirect (« la différenciation »), à travers, notamment, la suppression de la délégation aux cheikhs locaux de la levée des taxes. On pourra objecter qu'il ne s'agit peut-être pas là d'un alignement à la centralisation administrative, mais d'une mesure visant à répondre au plus près aux *desiderata* de la population yéménite, *via* le contournement de loyautés finalement peu affirmées. En effet, on ne peut que relever le fait, rapporté par Th. Kuehn lui-même, que cette mesure permet, à leur demande, de soustraire les administrés à l'arbitraire des petits chefs locaux. L'auteur, qui ne manque pourtant pas de s'interroger sur l'identité des informateurs yéménites des administrateurs ottomans et sur leur rôle dans la fabrication de la « politique de la différence », aurait peut-être pu, ici, se poser la question de l'origine des informations fournies, et éventuellement moins insister, pour ces années de conflit, sur un ralentissement de cette « politique de la différence ».

La dernière partie de l'ouvrage est consacrée à la réaffirmation de cette « politique de différence » après la révolution Jeune turque de 1908. Le mouvement culmine, à travers le fameux traité de Da'ān en 1911, avec la reconnaissance de l'autorité juridique et religieuse de l'imam Yaḥyā sur la communauté zaydite du Yémen – et que Kuehn définit comme une « institutionnalisation de la différence ». Par une analyse fine et attentive aux documents ottomans, Kuehn montre que ce n'est pas l'appartenance zaydite qui justifie cette différence, et qu'il n'y a ni chez les Yéménites, ni chez les Ottomans, de tendance à essentialiser par le critère confessionnel l'opposition des Zaydites à l'Empire (p. 230-233). La « différence » envisagée par les Ottomans à travers ce traité serait d'ordre culturel. Elle prend en compte le rejet radical de l'ordre ottoman dans sa composante judiciaire, l'imam zaydite faisant reposer son autorité sur les prérogatives qu'il obtient à Da'ān de faire appliquer la charia sur les populations zaydites. Cependant, il faut ici souligner que Th. Kuehn insiste surtout, dans cette dernière partie, sur la volonté des décideurs ottomans de se concilier l'imam Yaḥyā et de mettre fin à une opposition armée coûteuse en hommes et en argent. Mais qu'en est-il, pourrait-on se demander alors, de la « politique de la différence » ?

La principale critique que l'on peut formuler sur cet ouvrage repose précisément sur la pertinence de l'idée de « politique de la différence » qui fonde la problématique générale de l'analyse. Le sentiment se dégage qu'au final la plongée dans les débats ottomans concernant le régime de gouvernance à appliquer dans une province yéménite peuplée de « sauvages » a conduit à une surinterprétation du mécanisme décisionnel ottoman en faveur de la mise en place d'un régime de quasi-autonomie sur une partie du Yémen. Ces débats sont passionnants, notamment parce que l'auteur montre bien qu'ils participent à la réflexion européenne sur les Empires, et qu'ils permettent de restituer les conflits de position parmi les administrateurs ottomans. Mais force est de constater que, plus qu'une réaction à la « différence » culturelle des Yéménites, ce sont, plutôt, les rapports de force locaux dans un contexte de menace impériale européenne qui semblent influer sur les décisions prises au niveau de la province. Th. Kuehn évoque ce facteur de manière récurrente, et ce rappel gêne souvent ses propres découpages chronologiques. Ainsi en est-il de la dernière partie, dont le titre donne à la révolution Jeune turque un rôle déterminant dans le processus d' « institutionnalisation de la différence ». On pourra arguer – et selon les détails donnés par Th. Kuehn lui-même – que les débats qui préparent le régime semi-autonome de Yaḥyā prennent place dans la foulée du conflit de 1905, au cours duquel l'imam a sérieusement ébranlé l'autorité ottomane en s'emparant momentanément de Sanaa. En outre, l'accord de Da'ān n'empêchera pas la formation d'autres oppositions aux Ottomans, mais la solution pour y faire face ne sera pas de raisonner en termes de « différences » : comme Th. Kuehn le rappelle d'ailleurs bien – en oubliant sa thèse de départ ! –, les Ottomans tenteront de mettre à profit la nouvelle alliance avec Yaḥyā pour renverser le rapport de force. Par conséquent, au final, il restera

BCAI 29 (2014) Kuehn Thomas: Empire, Islam, and Politics of Difference. Ottoman Rule in Yemen, 1849–1919., recensé par Juliette Honvault
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

difficile de savoir « dans quelle mesure la différenciation a démarqué des frontières de discrimination et d'exclusion séparant les colonisateurs des colonisés » (p. 247). Il reviendra donc au lecteur, qui sera sans nul doute séduit par l'approche comparative choisie et l'intérêt des documents mis à contribution dans l'analyse, de faire la part des choses sur ce point.

Juliette Honvault
CNRS – Aix-en-Provence

BCAI 29 (2014) Kuehn Thomas: Empire, Islam, and Politics of Difference. Ottoman Rule in Yemen, 1849–1919., recensé par Juliette Honvault
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net